RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi





LES COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

(2^{ième} Trimestre 2021)



(Sénégal)



1

Rocade Fann Bel-Air Cerf-Volant, B.P 116 Dakar RP

Avertissement

La Note sur les comptes nationaux trimestriels est une publication qui fait la synthèse de l'évolution récente de l'activité économique du Sénégal, mesurée notamment par le PIB. Ce dernier est calculé en partant d'un regroupement des branches de la Nomenclature d'Activités des États Membres d'AFRISTAT (NAEMA). Il est évalué en valeur aux prix courants et en volumes chainés (avec l'année de référence 2014, année de base également des comptes nationaux annuels selon le SCN 2008). Les approches utilisées sont celles de la production et des emplois. Elles reposent sur la disponibilité d'un ensemble minimum de statistiques conjoncturelles sur les branches d'activités économiques. La méthodologie de l'étalonnage-calage fondée sur l'approche numérique (Denton) et celle par modélisation (Cholette-Dagum) a été retenue. L'approche par double déflation est utilisée. Sauf indication contraire, les analyses vont porter sur les données corrigées des variations saisonnières (CVS). La note sur le PIB trimestriel est publiée au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après le trimestre sous revue.

Synthèse de l'évolution de l'activité économique au deuxième trimestre 2021

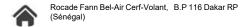
Au deuxième trimestre de l'année 2021, le **Produit Intérieur Brut (PIB) réel**, **corrigé des variations saisonnières (CVS)**, a progressé de 4,1%, par rapport au trimestre précédent. Ce résultat est imputable à l'accroissement des valeurs ajoutées des secteurs primaire (+4,4%), secondaire (+4,3%) et tertiaire (+3,9%). En outre, les taxes nettes de subventions sur les produits se sont bonifiées de 4,6%.

S'agissant des composantes de la demande, en variation trimestrielle, la formation brute de capitale fixe (FBCF) a progressé de 1,5% sous l'effet de l'augmentation de la FBCF privée de 8,8%. Toutefois, la FBCF publique s'est contractée de 22,0%. Les exportations de biens et services et la consommation finale ont évolué, respectivement, de +13,5% et +4,6%, comparées au premier trimestre de 2021.

Par rapport à la même période de l'année 2020, le PIB réel du deuxième trimestre de 2021 est ressorti en hausse de 10,9%. Cette évolution s'explique principalement par la reprise des activités des secteurs secondaire (+14,6%) et tertiaire (+11,0%), combinée à une consolidation de celles du secteur primaire (+4,5%). De même, il est noté un accroissement des taxes nettes sur les produits de 12,8%.

Sous l'angle de la demande, le regain d'activité économique au deuxième trimestre de 2021, par rapport au même trimestre de l'année précédente, s'est traduit, en termes réels, par l'accroissement des exportations de biens et services (+40,3%), de la formation brute de capital fixe (+18,7%) et de la consommation finale (+10,6%).

Le **Produit Intérieur Brut nominal** est estimé à 3591,4 milliards de FCFA au deuxième trimestre de 2021.



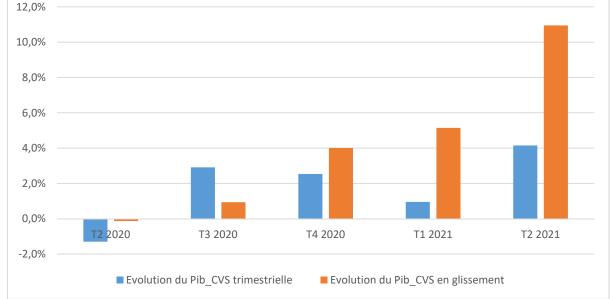


Tél: (+221) 33 869 21 39 Fax: (221) 33 824 36 15



12,0% 10,0%

Graphique 1: Evolution du Produit intérieur brut CVS en variation trimestrielle et en glissement annuel



Source: ANSD/DSECN/DCNSEA/BSEA

ANALYSE SECTORIELLE DE L'ACTIVITE DES SOUS BRANCHES

Une hausse de 4,4%, en variation trimestrielle, de l'activité du secteur primaire

Comparée au premier trimestre de 2021, la valeur ajoutée réelle du secteur primaire s'est bonifiée de 4,4%, imputable aux performances de l'agriculture (+4,6%), de l'élevage (+4,3%), de la pêche (+4,2%) et de la sylviculture (+0,2%).

En glissement annuel, il est noté une amélioration de 4,5% de la valeur ajoutée du secteur primaire. Cette évolution est expliquée principalement par le bon comportement de l'élevage (+6,4%), de l'agriculture (+5,1%) et, dans une moindre mesure, de la sylviculture (+2,9%). Toutefois, l'activité de la pêche s'est contractée (-7,2%), par rapport au même trimestre de 2020. Cette contreperformance est liée à la baisse des débarquements de la pêche industrielle (-22,7%), consécutive à la réduction des entrées de bateaux au Port de Dakar au premier semestre de 2021 (237 navires de pêche en moins), par rapport au même semestre de 2020.





3

15,0%

10,0%

5,0%

T2 2020

T3 2020

T4 2020

T1 2021

T2 2021

-5,0%

VA secteur primaire _CVS en variation trimestrielle en %

VA secteur primaire _CVS en glissement en %

Graphique 2 : Evolution de la VA en volume du secteur primaire CVS en variation trimestrielle et en glissement annuel (en %).

La valeur ajoutée du secteur secondaire (en volume CVS) s'est bonifiée de 4,3% au deuxième trimestre de 2021, comparativement au trimestre précédent. Cette hausse est en liaison avec les progressions de 62,1% de la valeur ajoutée des activités de *fabrication de produits chimiques de base* consécutive à la forte hausse de la production d'acide phosphorique (+62,1%), de 13,3% des *activités extractives*, de 5,8% de la production d'*électricité*, de 5,2% de la *fabrication des autres produits manufacturiers* et de 2,8% de la *fabrication des produits agroalimentaires*. Toutefois, il est observé un repli du *raffinage du pétrole et de la cokéfaction* (-13,1%), corroboré par la hausse des importations de pétrole raffinée de 39,9% au deuxième trimestre de 2021 pour satisfaire la demande intérieure. La valeur ajoutée de la construction s'est également contractée (-2,3%).

Par rapport au trimestre correspondant de 2020, la valeur ajoutée du secteur secondaire s'est accrue de +14,6%, portée par la bonne tenue des activités extractives (+38,3%), des activités de fabrication des produits chimiques de base (+28,0%), du raffinage du pétrole et cokéfaction (+15,5%), de la fabrication de ciments et d'autres matériaux de construction (15,2%), de la construction (+16,0%), de la fabrication d'autres produits manufacturiers (+12,2%) et des produits agroalimentaires (+11,0%).

L'amélioration de la valeur ajoutée du secteur extractif est favorisée par la bonne tenue de la production d'or qui a augmenté de 104,1% par rapport au deuxième trimestre de l'année 2020.





Le relèvement de la construction s'est traduit par le dynamisme de la commercialisation du ciment sur le marché local (+15,9%). De plus, la fabrication d'autres produits manufacturiers est soutenue par la bonne tenue des commandes des produits de la métallurgie et de la fonderie ainsi que des équipements électriques avec des augmentations respectives des chiffre d'affaires de 35% et 66%, comparativement à la même période de l'année 2020. Quant à la performance de la branche fabrication de produits chimiques de base, elle résulte du bon comportement de la production d'acide phosphorique (+28,0%).

16,0% 14,0% 12,0% 10,0% 8,0% 6,0% 4,0% 2,0% 0,0% T3 2020 T4 2020 T1 2021 T2 2021 -2,0% -4,0% ■ VA secteur secondaire_CVS en variation trimestrielle en % ■ VA secteur secondaire_CVS en glissement en %

Graphique 3 : Evolution de la VA du secteur secondaire CVS (en volume) en variation trimestrielle et en glissement annuel (en %)

Source: ANSD/DSECN/DCNSEA/BSEA

En rythme trimestriel, la valeur ajoutée du secteur tertiaire, en volume CVS, a connu une croissance de 3,9% au deuxième trimestre de 2021. Ce résultat est en liaison avec la performance de l'hébergement et de la restauration (+59,7%)¹, des transports (+6,8%), du commerce (+5,9%), des services aux entreprises (+2,5%) et des activités d'administration publique, d'enseignement et de santé (+1,3%).

¹ L'hypothèse faite au T1 2021 sur la restauration informelle à savoir que son chiffre d'affaires suit le même comportement que celle du formel a été relâchée, compte tenu des assouplissements des mesures restrictives liées à la lutte contre la pandémie, en particulier la levée des couvre-feux dans les régions de Dakar et de Thiès.







Par rapport au trimestre correspondant de 2020, la valeur ajoutée du secteur tertiaire s'est accrue de 11,0% en volume. Cette croissance est imputable à la bonne tenue des activités de l'information et de la communication (+30,6%), des services de transports (+12,8%), du commerce (+8,6%), des services aux entreprises (+13,2%), des activités immobilières (+3,9%) et des services d'administration publique, d'éducation et de santé (+8,3%). L'évolution des services de transport est expliquée par la bonne tenue des activités de « transport routier » reflétée par l'augmentation de l'indice du chiffre d'affaires (+12,1%) suite à la reprise des activités, comparé au même trimestre de 2020 où il y avait des restrictions sur les déplacements.

L'évolution des activités de l'information et de la communication est expliquée par la bonne tenue des services de télécommunications et ceux de la programmation télévisuelle et de la radiodiffusion. En effet, l'indice du chiffre d'affaires des services de télécommunications et celui des services de programmation télévisuelle et de la radiodiffusion ont progressé, respectivement, de 27,0% et 52,9%, comparativement au deuxième trimestre de 2020.

12,0%
10,0%
8,0%
6,0%
4,0%
2,0%
0,0%
-2,0%
T2 2020
T3 2020
T4 2020
T1 2021
T2 2021

VA secteur tertiaire_CVS en variation trimestrielle en %

VA secteur tertiaire_CVS en glissement en %

Graphique 4 : Evolution de la VA du secteur tertiaire en volume CVS en variation trimestrielle et en glissement annuel (en %)

Source: ANSD/DSECN/DCNSEA

ANALYSE DES COMPOSANTES DE LA DEMANDE

✓ Une progression de 4,6%, en variation trimestrielle, de la consommation finale totale

En variation trimestrielle, la consommation finale globale s'est accrue de 4,6% au deuxième trimestre de 2021. Cette augmentation est essentiellement liée à l'évolution de la consommation







finale des ménages (+5,5%). Les évolutions des consommations finales des administrations publiques et des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) sont ressorties, respectivement, à +0.9% et +1.8%.

En glissement annuel, la consommation finale globale a augmenté de 10,6%, par rapport au trimestre correspondant de 2020. Cet accroissement est expliqué par le relèvement de la consommation des ménages (+11,1%). En sus, les consommations finales des administrations publiques (+8,3%) et des ISBLSM (+7,4%) se sont améliorées, par rapport au même trimestre de 2020.



Graphique 5 : Evolution de la consommation finale (en volume cvs) en glissement annuel (en %)

Source: ANSD/DSECN/DCNSEA/BSEA

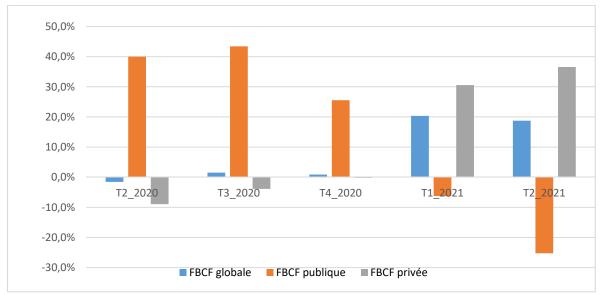
✓ Une croissance de 1,5%, en variation trimestrielle, de la formation brute de capital fixe (FBCF)

En rythme trimestriel, la FBCF s'est rehaussée de 1,5% au deuxième trimestre de 2021, imputable à la bonne tenue de la FBCF privée (+8,8%) qui contribue à hauteur de 71,2% à la FBCF globale. En revanche, la FBCF publique s'est amoindrie de 22,0%, comparée au trimestre précédent.

Comparée au deuxième trimestre de 2020, la FBCF a également connu une progression de +18,7% en liaison avec la performance de la FBCF privée (+36,6%). Quant à la FBCF publique,



elle s'est contractée de 25,2% en relation avec la baisse des investissements publics sur ressources internes (-31,5%).



Graphique 6: Evolution de la FBCF (en volume cvs) en glissement annuel (en %)

Source: ANSD/DSECN/DCNSEA/BSEA

✓ Une détérioration du déficit de la balance extérieure des biens et services au 2^{iem} trimestre 2021

En variation trimestrielle, les **importations** de biens et services en volume se sont rehaussées de 8,4%, dans le sillage de l'augmentation des importations de biens (+8,8%) et de services (+5,4%) au deuxième trimestre de 2021.

Comparativement au même trimestre de 2020, une hausse de 25,2% des **importations** de biens et services en volume est notée au deuxième trimestre de 2021. Cette progression est en relation avec les augmentations respectives de 21,7% et de 36,8% des volumes importés des biens et de services sur la même période. En particulier, les importations de biens sont tirées par l'accroissement de celles des autres produits manufacturiers (+55,8%) et des produits miniers (+14,7%). Toutefois, leur évolution est amoindrie par la réduction des importations de produits agroalimentaires (-16,1%) et des produits pétroliers (-5,7%).

(Sénégal)





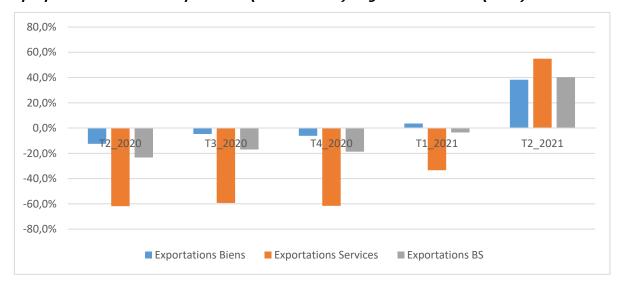
8

40,0% 35,0% 30,0% 25,0% 20,0% 15,0% 10,0% 5,0% 0,0% T4 2020 T2_2021 T2 2020 T3 2020 T1 2021 -5,0% -10,0% ■ Importations Biens ■ Importations Services ■ Importations BS

Graphique 7 : Evolution des importations (en volume cvs) en glissement anuel (en %)

S'agissant des **exportations de biens et services en volume**, elles sont ressorties en hausse de 13,5% au deuxième trimestre de 2021, comparativement au trimestre précédent, à la suite de l'accroissement des exportations des biens (+14,8%) et des services (3,5%).

En outre, les **exportations** de biens et services, en volume, se sont accrues de 40,3%, comparées au même trimestre de l'année précédente. Cette croissance résulte, concomitamment, de celle des services (+54,9%) et des biens (+38,3%).



Graphique 8 : Evolution des exportations (en volume cvs) en glissement annuel (en %)

Source: ANSD/DSECN/DCNSEA/BSEA

Au total, le déficit de la balance extérieure de biens et services en volume s'est détérioré, passant de 901,9 milliards au premier trimestre 2021 à 940,6 milliards au deuxième trimestre 2021.



www.ansd.sn

Annexes

Encadré : <u>Note sur les changements de la série des données des comptes trimestriels</u>

Chaque version des comptes trimestriels peut comporter des mises à jour de données sources ou des changements d'indicateurs sur une partie ou l'ensemble de la période dans un contexte d'une perpétuelle amélioration.

A ce sujet, les comptes nationaux du deuxième trimestre de 2021 intègrent notamment les améliorations et actualisations suivantes :

- 1- l'indicateur de la branche « Elevage » a été amélioré en prenant en compte les naissances et les taux d'exploitation des animaux sur pieds ;
- 2- la FBCF globale a été éclatée selon ses sous composantes « FBCF publique » et « FBCF privée ». Les dépenses en capital sur ressources internes et externes ont été prises comme indicateur de la FBCF publique. Connaissant la FBCF globale, la FBCF privée est obtenue par solde.



Tableau 1 : PIB CVS trimestriel (en milliards de FCFA)

BRANCHE D'ACTIVITES	Valeurs ajoutées par branche d'activités en volumes chainés (prix de référence 2014)				Variation (%)		
	2020			2021		2021/ 2020	2021/2021
	T2	T3	T4	T1	T2	T2/T2	T2/T1
Secteur primaire	525,2	550,6	561,4	525,6	548,7	4,5	4,4
Secteur secondaire	742,0	758,4	769,2	815,4	850,5	14,6	4,3
Secteur tertiaire	1 664,4	1 713,1	1 753,5	1 777,4	1 8 4 6,7	11,0	3,9
Taxes nettes sur les produits	350,3	355,4	379,1	377,8	395,3	12,8	4,6
Produit intérieur brut	3 281,9	3 377,4	3 463,1	3 496,1	3 641,1	10,9	4,1
Dont Valeur ajoutée non agricole	2 561,2	2 634,3	2 687,8	2 745,9	2 856,8	11,5	4,0
Agriculture et activités annexes	355,6	372,9	381,4	357,3	373,8	5,1	4,6
Elevage et chasse	118,1	122,3	125,0	120,5	125,6	6,4	4,3
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	14,8	14,8	14,9	15,2	15,2	2,9	0,2
Pêche, aquaculture et pisciculture	36,7	40,5	40,0	32,7	34,1	-7,2	4,2
Activités extractives	65, 4	70,3	75,6	79,8	90,4	38,3	13,3
Industrie manufacturière	572,4	576,9	583,8	611,8	639,2	11,7	4,5
Fabrication de produits agro-alimentaires	253,4	249,8	247,8	273,8	281,3	11,0	2,8
Raffinage du pétrole et cokéfaction	11,1	9,5	14,2	14,8	12,9	15,5	-13,1
Fabrication de produits chimiques de base	13,4	13,1	12,5	10,6	17,2	28,0	62,1
Fabrication de ciment et d'autres Matériaux de construction	30,5	31,6	32,2	34,2	35,2	15,2	2,8
Fabrication d'autres produits manufacturiers	199,2	208,6	210,1	212,5	223,6	12,2	5,2
Production et distribution d'électricité et de gaz	35,0	34,6	36,7	35,1	37,2	6,1	5,8
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	29,7	29,8	30,2	30,8	31,9	7,4	3,6
Construction	104,2	111,1	109,8	123,8	120,9	16,0	-2,3
Commerce	443,3	444,1	456,3	454,6	481,5	8,6	5,9
Transports	107,7	115,8	119,6	113,7	121,4	12,8	6,8
Hébergement et restauration	29,8	34,1	31,0	22,2	35,5	18,9	59,7
Information et communication	137,1	138,9	162,0	177,5	179,1	30,6	0,9
Activités financières et d'assurance	80,1	78,4	80,2	83,7	85,7	7,0	2,5
Activités immobilières	259,0	261,2	257,0	265,8	269,1	3,9	1,3
Services aux entreprises	191,8	196,1	201,0	211,8	217,2	13,2	2,5
Activités d'administration publique, d'éducation et de santé	366,8	388,2	391,2	392,1	397,3	8,3	1,3
Activités domestiques	17,1	17,0	16,9	17,6	17,7	3,4	0,5
autres activités de services	31,6	39,4	38,4	38,5	42,2	33,7	9,8

Tableau 2 : Contributions des activités à la croissance du PIB CVS en glissement annuel (en milliards de FCFA)

		par branche d'acti s (prix de référence	
BRANCHE D'ACTIVITES	Poids T2 2020	Croissance (T2 2021/T2 2020)	Contribution à la croissance du PIB
Secteur primaire	16,0	4,5	0,7
Secteur secondaire	22,6	14,6	3,3
Secteur tertiaire	50,7	11,0	5,6
Taxes nettes sur les produits	10,7	12,8	1,4
Produit intérieur brut	100,0	10,9	10,9
Dont Valeur ajoutée non agricole	78,0	11,5	9,0
Agriculture et activités annexes	10,8	5,1	0,6
Elevage et chasse	3,6	6,4	0,2
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	0,5	2,9	0,0
Pêche, aquaculture et pisciculture	1,1	-7,2	-0,1
Activités extractives	2,0	38,3	0,8
Industrie manufacturière	17,4	11,7	2,0
Fabrication de produits agro-alimentaires	7,7	11,0	0,9
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,3	15,5	0,1
Fabrication de produits chimiques de base	0,4	28,0	0,1
Fabrication de ciment et d'autres Matériaux de construction	0,9	15,2	0,1
Fabrication d'autres produits manufacturiers	6,1	12,2	0,7
Production et distribution d'électricité et de gaz	1,1	6,1	0,1
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	0,9	7,4	0,1
Construction	3,2	16,0	0,5
Commerce	13,5	8,6	1,2
Transports	3,3	12,8	0,4
Hébergement et restauration	0,9	18,9	0,2
Information et communication	4,2	30,6	1,3
Activités financières et d'assurance	2,4	7,0	0,2
Activités immobilières	7,9	3,9	0,3
Services aux entreprises	5,8	13,2	0,8
Activités d'administration publique, d'enseignement et de santé	11,2	8,3	0,9
Activités domestiques	0,5	3,4	0,0
Autres activités de services	1,0	33,7	0,3



Tableau 3 : Contributions des activités à la croissance du PIB CVS en variation trimestrielle (en milliards de FCFA)

DDANGUE D/ACTIVITED	Valeurs ajoutées par branche d'activités en volumes chainés (prix de référence 2014)					
BRANCHE D'ACTIVITES	Poids T1 2021	Croissance (T2 2021/T1 2021)	Contribution à la croissance du PIB			
Secteur primaire	15,0	4,4	0,7			
Secteur secondaire	23,3	4,3	1,0			
Secteur tertiaire	50,8	3,9	2,0			
Taxes nettes sur les produits	10,8	4,6	0,5			
Produit intérieur brut	100,0	4,1	4,1			
Dont Valeur ajoutée non agricole	78,5	4,0	3,2			
Agriculture et activités annexes	10,2	4,6	0,5			
Elevage et chasse	3,4	4,3	0,1			
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	0,4	0,2	0,0			
Pêche, aquaculture et pisciculture	0,9	4,2	0,0			
Activités extractives	2,3	13,3	0,3			
Industrie manufacturière	17,5	4,5	0,8			
Fabrication de produits agro-alimentaires	7,8	2,8	0,2			
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,4	-13,1	- 0,1			
Fabrication de produits chimiques de base	0,3	62,1	0,2			
Fabrication de ciment et d'autres Matériaux de construction	1,0	2,8	0,0			
Fabrication d'autres produits manufacturiers	6,1	5,2	0,3			
Production et distribution d'électricité et de gaz	1,0	5,8	0,1			
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	0,9	3,6	0,0			
Construction	3,5	-2,3	- 0,1			
Commerce	13,0	5,9	0,8			
Transports	3,3	6,8	0,2			
Hébergement et restauration	0,6	59,7	0,4			
Information et communication	5,1	0,9	0,0			
Activités financières et d'assurance	2,4	2,5	0,1			
Activités immobilières	7,6	1,3	0,1			
Services aux entreprises	6,1	2,5	0,2			
Activités d'administration publique, d'enseignement et de santé	11,2	1,3	0,1			
Activités domestiques	0,5	0,5	0,0			
Autres activités de services	1,1	9,8	0,1			



Tableau 4: PIB trimestriel en valeur (en milliards de FCFA)

BRANCHE D'ACTIVITES	Valeurs ajoutées brutes par branche d'activités aux prix courants							
		2020	2021					
	T2	T3	T4	T1	T2			
Secteur primaire	305,2	347,1	1 203,1	403,2	316,5			
Secteur secondaire	78 4 ,6	744,0	781,9	868,0	921,8			
Secteur tertiaire	1 737,1	1 759,0	1 940,5	1 830,2	1 987,9			
Taxes nettes sur les produits	375,9	297,5	355,7	250,5	365,3			
Produit intérieur brut	3 203,7	3 148,1	4 281,0	3 351,0	3591,4			
Dont Valeur ajoutée non agricole	2 694,4	2 676,9	2 912,9	2 880,4	3094,3			
Agriculture et activités annexes	118,0	158,5	997,8	206,0	116,6			
Elevage et chasse	105,9	132,0	138,6	135,5	125,0			
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	14,6	14,7	14,8	15,1	15,2			
Pêche, aquaculture et pisciculture	66,7	42,0	51,9	46,7	59,7			
Activités extractives	129,4	104,0	96,6	157,4	170,9			
Industrie manufacturière	539,5	541,5	581,5	572,3	622,1			
Fabrication de produits agro-alimentaires	246,9	238,9	243,1	252,8	279,9			
Raffinage du pétrole et cokéfaction	6,3	4,5	5,1	9,9	11,6			
Fabrication de produits chimiques de base	11,1	8,4	17,5	11,8	20,7			
Fabrication de ciment et d'autres Matériaux de construction	23,8	21,8	23,6	27,1	26,4			
Fabrication d'autres produits manufacturiers	191,6	198,7	211,2	210,3	215,3			
Production et distribution d'électricité et de gaz	31,0	40,7	52,2	30,4	36,2			
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	29,7	28,6	28,8	30,1	31,9			
Construction	114,8	98,5	103,7	138,3	128,8			
Commerce	398,3	396,6	570,9	422,5	459,0			
Transports	109,5	131,3	122,8	112,8	125,2			
Hébergement et restauration	32,8	38,7	29,1	21,3	38,3			
Information et communication	143,5	109,3	139,8	136,4	180,4			
Activités financières et d'assurance	87,2	85,2	88,8	92,3	94,4			
Activités immobilières	262,8	268,2	260,0	275,3	281,8			
Services aux entreprises	211,3	207,6	218,6	232,4	238,0			
Activités d'administration publique, d'éducation et de santé	438,3	459,4	449,1	474,0	503,2			
Activités domestiques	18,8	18,9	18,8	20,1	20,4			
Autres activités de services	34,7	43,6	42,6	43,1	47,1			



Tableau 5 : Les emplois du PIB trimestriel CVS en volumes chainés (prix de référence 2014, en milliards de FCFA)

Composantes du PIB optique emploi	2020			2021		2021/2020	2021/2021
	T2	Т3	T4	T1	T2	T2/T2 (%)	T2/T1 (%)
Consommation finale	2 673,7	2 755,9	2 837,9	2 826,4	2 957,4	10,6	4,6
Consommation finale des ménages	2 192,7	2 248,5	2 325,7	2 310,7	2 436,7	11,1	5,5
Consommation finale des APU	452,0	477,8	482,1	485,0	489,5	8,3	0,9
Consommation finale des ISBLSM	29,0	29,6	30,1	30,7	31,2	7,4	1,8
Formation brute de capital (Investissement)	1 430,4	1 356,8	1 415,6	1 571,7	1 624,3	13,6	3,4
Formation brute de capital fixe (FBCF)	1 003,3	1 039,6	1 082,1	1 173,2	1 191,3	18,7	1,5
Publique	289,4	240,6	181,7	277,3	216,4	-25,2	-22,0
Privée	713,8	799,0	900,4	895,8	974,9	36,6	8,8
Variation de stocks et acquisitions moins cessions d'objets de valeur (*)	427,1	317,2	333,5	398,5	433,0		
Exportations nettes de biens et services (*)	-822,2	-735,3	-790,3	-901,9	-940,6	14,4	4,3
Exportations de biens et services	589,3	672,3	653,1	728,5	826,8	40,3	13,5
Importations de biens et services	1 411,6	1 407,6	1 443,5	1 630,5	1 767,4	25,2	8,4
PIB	3 281,9	3 377,4	3 463,1	3 496,1	3 641,1	10,9	4,1

^(*) Pour les variations de stocks et les exportations nettes de biens et services, l'évolution en valeur absolue est plus significative.

Tableau 6 : Contributions des emplois à la croissance du PIB CVS en glissement annuel, volumes chainés (prix de référence 2014, en milliards de FCFA)

Composantes du PIB optique emploi	Poids T2 2020	Croissance (T2 2021/T2 2020)	Contribution à la croissance du PIB
Consommation finale	81,5	10,6	8,6
Consommation finale des ménages	66,8	11,1	7,4
Consommation finale des APU	13,8	8,3	1,1
Consommation finale des ISBLSM	0,9	7,4	0,1
Formation brute de capital (Investissement)	43,6	13,6	5,9
dont Formation brute de capital fixe (FBCF)	30,6	18,7	5,7
Publique	8,8	-25,2	-2,2
Privée	21,8	36,6	8,0
Exportations nettes de biens et services	-25,1	14,4	-3,6
Exportations de biens et services	18,0	40,3	7,2
Importations de biens et services	43,0	25,2	10,8
PIB	100,0	10,9	10,9

Tableau 7: Contributions des emplois à la croissance du PIB CVS en variation trimestrielle, volumes chainés (prix de référence 2014, en milliards de FCFA)

Composantes du PIB optique emploi	Poids T1 2021	Croissance (T2 2021/T1 2021)	Contribution à la croissance du PIB
Consommation finale	80,8	4,6	3,7
Consommation finale des ménages	66,1	5,5	3,6
Consommation finale des APU	13,9	0,9	0,1
Consommation finale des ISBLSM	0,9	1,8	0,0
Formation brute de capital (Investissement)	45,0	3,4	1,5
dont Formation brute de capital fixe (FBCF)	33,6	1,5	0,5
Publique	7,9	-22,0	-1,7
Privée	25,6	8,8	2,3
Exportations nettes de biens et services	-25,8	4,3	-1,1
Exportations de biens et services	20,8	13,5	2,8
Importations de biens et services	46,6	8,4	3,9
PIB	100,0	4,1	4,1

Tableau 8: Les emplois bruts du PIB trimestriel (en milliards de FCFA aux prix courants)

Composantos du DTP entigue emplei		2020	2021		
Composantes du PIB optique emploi	Т2	Т3	T4	T1	T2
Consommation finale	2 640,0	2 660,8	3 676,7	2 830,8	2 976,3
Consommation finale des ménages	2 082,2	2 077,1	3 104,9	2 228,3	2 338,1
Consommation finale des APU	527,2	552,5	540,0	570,1	605,2
Consommation finale des ISBLSM	30,7	31,2	31,8	32,4	32,9
Formation brute de capital (Investissement)	1 236,9	1 089,6	1 248,1	979,6	1 416,3
Formation brute de capital fixe (FBCF)	1 046,6	975,8	1 039,1	1 245,4	1 196,3
Publique	291,3	243,3	185,6	290,2	233,1
Privée	755,3	732,5	853,5	955,2	963,2
Variation de stocks et acquisitions moins cessions d'objets de valeur	190,3	113,9	208,9	- 265,8	220,0
Exportations nettes de biens et services	-673,2	-602,4	-643,7	-459,4	-801,1
Exportations de biens et services	621,8	667,9	660,9	932,1	871,3
Importations de biens et services	1 295,0	1 270,3	1 304,6	1 391,5	1 672,4
PIB	3 203,7	3 148,1	4 281,0	3 351,0	3591,4

Aperçu méthodologique

Approche de calcul

Le produit intérieur brut (PIB) trimestriel est calculé selon l'approche production par la méthode en 2 étapes : (i) étalonnage-calage ou lissage de la production annuelle à partir des indicateurs trimestriels et (ii) lissage des consommations intermédiaires. Il est évalué en volumes chaînés ramenés à l'année de référence 2014, année de base des comptes nationaux annuels selon le SCN 2008. Par la suite, ces données sont corrigées des variations saisonnières dues à des facteurs comme la survenance de la période hivernale.

Ensuite, le produit intérieur brut (PIB) trimestriel est calculé selon l'approche de la dépense par la méthode de l'étalonnage-calage des emplois (Consommation finale, Formation brute de capital fixe, exportations et importations) et le poste « variation des stocks et acquisitions moins cessions d'objets de valeur » a servi à réconcilier les approches *production* et *emplois* du PIB.

Nomenclature des activités et indicateurs

La disponibilité d'indicateurs, c'est-à-dire de statistiques conjoncturelles, permettant d'évaluer l'activité pour chaque branche de la Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT a conduit à opérer un regroupement de branches d'activités issu de la NAEMAS rev1 pour le calcul et la publication du PIB trimestriel. En dépit de ce regroupement, certaines branches d'activités restent non couvertes par un indicateur. Dans un tel cas de figure, une méthode de désagrégation temporelle basée sur l'évolution du temps est utilisée, on parle de lissage par la tendance. Ensuite, le PIB trimestriel est évalué en brut et corrigé des variations saisonnières (CVS) par la dessaisonalisation des indicateurs conjoncturels obtenus après regroupement avec la méthode X12 ARIMA.

Etalonnage et calage

L'étalonnage consiste à relier les données sur le PIB annuel aux statistiques conjoncturelles sur l'état de l'économie par le biais d'une relation mathématique appelée équation d'étalonnage. Cette relation est élaborée en utilisant une période passée suffisamment longue afin d'en assurer la solidité des estimations. Ceci permet le calcul du PIB pour les trimestres où les indicateurs sont disponibles. Ces évaluations trimestrielles du PIB doivent être cohérentes avec celles du PIB annuel. Ceci justifie la mise en œuvre d'un calage, qui consiste à répartir, à l'intérieur des trimestres, les écarts annuels entre le PIB étalonné et le PIB annuel. L'étalonnage-calage est aussi connu sous l'appellation de méthode de « Ginsburgh-Nasse ». Pour un exposé détaillé, se référer au « Manuel des comptes nationaux trimestriels du FMI, édition 2017 ». Les outils informatiques utilisés sont le logiciel ECOTRIM, Excel et JDemétra+.

Révision

Les révisions sont inévitables dans le calcul du PIB trimestriel, en raison des nombreuses mises à jour de l'information économique conjoncturelle et annuelle. Les cycles de révisions peuvent concerner le trimestre (évolution des indicateurs conjoncturels), l'année (calage des données de base annuelles) ou une période plus longue (nouvelle enquête pour le calcul des coefficients techniques, etc.).

Diffusion

Cette note sur les comptes nationaux trimestriels est publiée au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après le trimestre sous revue. Elle présente les évolutions du PIB (sa décomposition en macro-secteurs) ainsi que les composantes de la demande. Les informations publiées portent sur les trimestres des deux dernières années y compris l'année en cours.

Les évolutions du PIB (ressources, emplois) sont mesurées :

- soit en glissement annuel (trimestre d'une année comparée au même trimestre de l'année précédente) afin d'éliminer les variations saisonnières trimestrielles ;
- -soit en évolution trimestrielle pour le PIB corrigé des variations saisonnières (CVS);
- soit par le ratio des trimestres publiés de l'année en cours à ceux correspondant de l'année précédente ; en fin d'année, ce ratio est égal au taux de croissance annuel (somme des quatre trimestres de l'année/somme des quatre trimestres de l'année précédente).

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)

Directeur Général : Alle Nar DIOP

Directeur Général Adjoint : Abdou DIOUF

Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale : Mamadou Ngalgou KANE

Chef de la Division de la Comptabilité Nationale, des Synthèses et Etudes Analytiques par intérim : Malick DIOP

Chef du Bureau des Synthèses et Etudes Analytiques : Kandé CISSE

Equipe de rédaction : Kandé CISSE, Bintou DIACK LY, Ndeye LO, Sidy TRAORE, Keyssi Bousso THIAM (stagiaire)

Distribution : El Hadj Malick GUEYE, Alain François DIATTA

Pour toute information s'adresser au Bureau des Synthèses et Etudes Analytiques Tél : 33 869 21 39 Fax : 33 824 36 15

ISSN 2316-0322

Prochaine publication : le 29 décembre 2021